

Royaume du Maroc



Ministère de l'Aménagement du Territoire National,
de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville

Département de l'Aménagement du Territoire National et de l'Urbanisme
Secrétariat Général
Ecole Nationale d'Architecture de Rabat

REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert sur offres de prix
Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales

N°04/2022

Relatif à :

**LA FOURNITURE DU CONSOMMABLE POUR MATERIEL INFORMATIQUE
(LOT UNIQUE)
AU PROFIT DE L'ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE RABAT.**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix (séance publique) passé en application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.



Ecole Nationale d'Architecture de Rabat

B.P.6372 Rabat-Instituts, Avenue Allal El fassi, Rabat. Tél.:05 37 67 84 81 fax: 05 37 67 84 89
www.enarabat.ac.ma



Sommaire

Article 1.	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	3
Article 2.	MAÎTRE D'OUVRAGE.....	3
Article 3.	COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
Article 4.	MODIFICATIONS DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
Article 5.	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	4
Article 6.	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	4
Article 7.	PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS.....	5
Article 8.	MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	8
Article 9.	RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES.....	8
Article 10.	INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS.....	9
Article 11.	LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS.....	9
Article 12.	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	9
Article 13.	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	10
Article 14.	RETRAIT DES PLIS.....	10
Article 15.	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES.....	10
Article 16.	GROUPEMENT.....	11
Article 17.	CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES.....	11
Article 18.	LIEU DE LA TENUE DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS...	12
Article 19.	AFFICHAGE DES RESULTATS.....	12
Article 20.	ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES.....	12

Article 1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert ayant pour objet de **la fourniture du consommable pour matériel informatique (lot unique) au profit de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions du décret n°2-12-349 précité.

Article 2. MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat, représenté par Monsieur ZERRAD Youssef Secrétaire Général de l'Ecole. Il sera désigné ci-après par « **Le maître d'ouvrage** ».

Article 3. COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret 2.12.349, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- d) Le modèle de l'acte d'engagement ;
- e) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- i) Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- j) Le règlement de consultation.

Article 4. MODIFICATIONS DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents et publié sur le portail des marchés publics.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du & 1-2 de

l'article 20 du décret n°02-12-349 précité, dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Article 5. CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n° 2.12.349 précité :

- 1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres ouvert les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
 - Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.
- 2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres ouvert :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n°2.12.349.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 157 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété.

Article 6. CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 et 27 du décret n° 2.12.349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

a- un dossier administratif

- b- un dossier technique
- c- un dossier additif
- d- une offre financière

Article 7. PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent est tenu, conformément aux dispositions des articles 25 et 27 du décret n°2.12.349 précité, de présenter outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé, un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

1- DOSSIER ADMINISTRATIF

1-1 Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a- Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2.12.349 précité conformément au modèle ci-joint ;
- b- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire ;
- c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n°2.12.349.

1-2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret précité :

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - *Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - *Un extrait des statuts de la société et/ ou le procès-verbal de l'organe compétant lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - *L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu

d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n°2.12.349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

- c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;

La date de production des pièces prévues aux b et c, ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- Le certificat d'immatriculation au Registre de Commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- e- l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

- f- Les petites et moyennes entreprises nationales (PME) sont appelées à produire les pièces complémentaires prévues par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 3011- 13 du 24 hijra 1434 (30 octobre 2013) portant application de l'article 156 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics :

- l'attestation de CNSS justifiant que l'effectif employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes; la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires, les copropriétaires ou les actionnaires;
- L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction générale des Impôts des



deux dernières années.

2- DOSSIER TECHNIQUE :

Ce dossier doit contenir :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire. Ces attestations doivent être originales ou certifiées conforme à l'original.

3- UN DOSSIER ADDITIF :

Pour les articles « Tonner pour Imprimante HP » une attestation délivrée par le distributeur officiel du produit HP au Maroc pour les articles mentionnés HP.

L'attestation doit porter le nom du soumissionnaire, le numéro et l'objet de l'appel d'offre et doivent préciser que le soumissionnaire aille toutes les compétences techniques pour commercialiser la fourniture proposée.

N.B : L'attestation doit être originale ou certifier conforme.

4- UNE OFFRE FINANCIERE

L'offre financière doit comprendre :

- a-** Un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint ;
- b-** Un bordereau des prix détail estimatif.
- Le montant des actes d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Les prix indiqués au niveau du bordereau des prix détail estimatifs doivent être libellés en chiffres.
- En cas de groupement, le concurrent doit se conformer aux dispositions de l'article 27 §2 alinéa (a) du décret précité ;
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

NB : Lorsque le concurrent est un établissement public, une coopérative, une union de coopérative ou un auto-entrepreneur, les documents à fournir sont ceux prescrits par les paragraphes II-III-IV de l'article 25 du décret n°2-19-69 du 24/05/2019 modifiant et complétant le décret n°2-12-349 précité.

Article 8. MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du décret n° 2.12.349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché.

Article 9. RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier de l'avis dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du décret précité et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir du portail des marchés publics et le site précité dans l'avis d'appel d'offres.

PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2.12.349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et l'indication du ou des lots
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ; et
- L'avertissement que «le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis».

➤ **Ce pli contient deux enveloppes :**

La première enveloppe :

Contient **le dossier administratif, technique, additif et le cahier des prescriptions spéciales signé et paraphé par le concurrent.** Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention «**Dossiers administratif, technique et additif**».

La deuxième enveloppe :

Contient l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être fermée et

porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».

NB : les deux enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent.
- L'objet du marché.
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

Article 10. INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents au moins sept (7) jours avant la date limite prévue pour la séance d'ouverture des plis, conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2.12.349 précité.

La réponse lui sera communiquée le même jour et dans les mêmes conditions, au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, et aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax ou par voie électronique. (Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent) et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Article 11. LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou notes relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue arabe ou française.

Article 12. MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n°2.12.349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère à savoir l'Euro ou le Dollars Américain. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham.

Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.



Article 13. DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2.12.349 précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans la direction du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la direction précitée ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;
- Soit les transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage via le portail marocain des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret n°2.12.349 précité. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret précité.

En application des articles 148 et 149 du décret n° 2.12.349 précité, le dépôt et le retrait des plis, l'ouverture des plis et l'évaluation des offres des concurrents peuvent être effectués par voie électronique.

Article 14. RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2.12.349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret n°2.12.349 précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n°2.12.349 précité.

Article 15. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret précité, les



concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, la commission de l'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prolongation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Article 16. GROUPEMENT

Dans le cas d'un groupement, un seul pli sera remis en réponse au présent appel d'offres.

Toutefois, qu'il s'agisse d'un engagement conjoint ou d'un engagement solidaire, l'acte d'engagement et le marché doivent être signés par chacun des membres du groupement et doivent préciser la nature du groupement et désigner le mandataire qui représente l'ensemble des membres depuis la date de dépôt de l'offre jusqu'à la date de réception définitive des prestations.

Article 17. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

La procédure de jugement des offres s'établit comme suit :

Etude du dossier administratif, technique et additif :

La commission apprécie les capacités financières, techniques et additives en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs, techniques et additifs de chaque concurrent et ce conformément aux articles, 36 ,37, et 39 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

La commission procédera ensuite à l'étude des attestations délivrée par le distributeur officiel qui concernent les seuls candidats admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs, techniques et additifs pour évaluer leur conformité.

Examen des offres financières

Conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 40 et 41 du décret n° 2.12.349 précité, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'appréciation de leurs dossiers administratif et technique.

La commission retient le critère prix pour l'attribution du marché. Le

marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière la plus avantageuse est la moins disante.

Article 18. LIEU DE LA TENUE DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique au bureau du directeur de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat (salle de réunions) sis Av. Allal Al Fassi, Madinat Al Irfane, Rabat.

Article 19. AFFICHAGE DES RESULTATS

Les résultats d'examen des offres seront affichés au siège de l'Ecole Nationale d'Architecture - Rabat dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent l'achèvement des travaux de la commission pendant une période de quinze (15) jours au moins.

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, elle avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Article 20. ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas prévus par l'article 45 du décret n°2-12-349 précité.


REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 04/2022

Passé en application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

Relatif à

La fourniture du consommable pour matériel informatique (lot unique) au profit de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE FOURNISSEUR « Lu et accepté »
<p> Youssef ZERRAD Secrétaire Général de l'Ecole Nationale d'Architecture</p> <p>A....., le 30 SEP. 2022</p>	<p>A , le</p>

DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Mode de passation : **Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° 04/2022**
- Objet du marché : **La fourniture du consommable pour matériel informatique (lot unique) au profit de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.**

A- Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)
Numéro de téléphone, numéro de Fax :
Adresse électronique : Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu :
Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n° (1)
N° de la taxe professionnelle (1)
N° de patente (1)
N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la T.G.R. (RIB)

B – Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
Numéro de téléphone, numéro de Fax :
Adresse électronique :
Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) Au capital de :
Adresse du siège social de la société
Adresse du domicile élu
Affiliée à la CNSS sous le n° (1)
Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n° (1)
N° d'immatriculation au registre local des coopératives
Ou le N° d'inscription au registre national de l'auto-entrepreneur
N° de la taxe professionnelle
N° de patente



N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la T.G.R
(2)..... (RIB),

en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

C – Pour les coopératives ou les unions des coopératives

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité au sein
de la coopérative)

Numéro de téléphone, numéro de Fax :

Adresse électronique :.....

Au capital de :.....

Adresse du siège social de la coopérative :.....

Affilié à la CNSS sous le n° :.....

Inscrit au registre local des coopératives de.....(localité) sous le
n°.....

N° de la taxe professionnelle.....

N° de patente

N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la
T.G.R.....(RIB)

C – Pour les auto-entrepreneur

Je, soussigné : (Prénom, nom)

Numéro de téléphone, numéro de Fax :

Adresse électronique :.....

Au capital de :.....

Adresse du siège social de l'entreprise :.....

Affilié à la CNSS sous le n° :.....

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur de..... (localité)
sous le n°.....

N° de la taxe professionnelle.....

N° de patente

N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la
T.G.R.....(RIB)

Déclare sur l'honneur :

1- m'engager à couvrir dans les limites fixées dans cahier des charges, par
une police d'assurance, les risques découlant de mon activité
professionnelle ;

2-que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349
du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), relatif aux marchés publics ;



3 - Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2).

4-m'engager si j'envisage de recourir à la sous - traitance:

- à m'assurer que les sous- traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), relatif au marchés publics précité ;

- que celle- ci ne peut dépasser 50% du montant, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues par le cahier des prescriptions spéciales, ni celles sur celles que le maître d'ouvrage à prévues dans ledit cahier ;

- A confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc;(3)

5- m'engager à ne pas recourir par moi- même ou par personne interposées, à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution ou du présent marché.

6- m'engager à ne pas faire, par moi- même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.

7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1^{er} du dahir n°1-02-188 du 12 Joumada I 1423(23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyennes entreprises.

8 - atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n° 2.12.349 précité.

9 – certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

10- reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 décret n° 2.12.349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent



MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'administration

- Mode de passation : **Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° 04/2022**
- Objet du marché : **La fourniture du consommable pour matériel informatique (lot unique) au profit de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.**

En application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

B- Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité) Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu :Affilié à la CNSS sous le N°:Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le N°N° de patente Identifiant fiscal

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise),

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) Au capital de:Adresse du siège social de la société:

Adresse du domicile élu:Affiliée à la CNSS sous le N°Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°N° de patenteidentifiant fiscal.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les



prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant hors T.V.A.:(en lettres et en chiffres)

Montant de la T.V.A. (20 %): (en lettres et en chiffres)

Montant y compris T.V.A. : (en lettres et en chiffres)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom) ou au nom de la Société) à (Localité), sous relevé d'identification) RIB) numéro

Fait àle

(Signature et cachet du prestataire)



MODELE DU BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

N° du prix	Désignation des prestations	Unité	QTE	Prix unitaire en dirhams hors TVA en chiffres	Prix total en dirhams hors TVA
1					
2					
3					
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (... %)					
TOTAL T.T.C					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de :

Fait àle

(Signature et cachet du prestataire)

